



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'installation d'une seconde cuve de biocarburant, l'installation de chaudières et la demande d'aménagement aux distances de la société ANTOINE EST sur le territoire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES

N° 2026-0062
AIOT 0003012604

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son article R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024 autorisant la société TRANSPORTS ANTOINE LORRAINE à exploiter une installation de lavage intérieur et extérieur de citernes sur la commune de Rosières-aux-Salines ;

Vu l'acte 2024-0057 du 14 février 2024 donnant récépissé pour la déclaration relative au changement de dénomination sociale de l'exploitant ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par courriel du 20 janvier 2026 par la société ANTOINE EST, en vue d'augmenter sa capacité à distribuer du biocarburant et de demander l'aménagement d'une prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation suscité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2026_0060 du 20 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée le 23 mars 2026 ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 24 mars 2026 ;

Considérant que l’installation de deux chaudières et d’une seconde cuve de biocarburant en vue de sa distribution n’est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l’article L. 181-3 et peut être qualifié de modification notable mais non substantielle au sens de l’article R. 181-46 du Code de l’environnement ;

Considérant que la demande d’aménagement de la prescription suite à l’installation de combustion n’est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l’article L. 181-3 et peut être qualifié de modification notable mais non substantielle au sens de l’article R. 181-46 du Code de l’environnement ;

Considérant que les modifications nécessitent d’adapter les dispositions fixées par l’arrêté préfectoral 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024, autorisant la société TRANSPORTS ANTOINE LORRAINE à exploiter une installation de lavage intérieur et extérieur de citernes sur la commune de Rosières-aux-Salines ;

Considérant qu’il n’est pas nécessaire de solliciter l’avis du conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d’arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l’article R. 181-45 du Code de l’environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société ANTOINE EST, désignée ci-après « l’exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé ZAC Des Sables – Chemin des Sables – 54110 Rosières-aux-Salines, est autorisée à exploiter une installation de lavage intérieur et extérieur de citernes sur la commune de Rosières-aux-Salines, sous réserve du strict respect des dispositions de l’arrêté préfectoral n°2023/1008 modifié du 11 janvier 2024, complétées par celles du présent arrêté applicables à compter de sa signature.

Article 2 : Natures des installations

Le tableau des rubriques ICPE figurant à l’article 1.2 de l’arrêté préfectoral 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024 suscité des installations est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé rubrique (activité)	Caractéristiques des installations	Régime (*)
2795-1	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m³/j (A)	100 m³/j	A

1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	1144 m ³ /an	DC
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par <u>les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</u> et des installations classées au titre de la <u>rubrique 3110</u> ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	1 Chaudière Vapeur : 308 kW ; 1 Chaudière Eau : 720 kW Puissance totale : 1,03 MW	DC

(*) : A (Autorisation) , DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 3 : Réglementation applicables

La ligne ci-dessous est ajoutée au tableau présent à l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024 suscité des installations relevant des rubriques ICPE :

Arrêté ministériel du 03 août 2018	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
------------------------------------	--

Article 4 : Implantation

La photo présentée en annexe 1 remplace le schéma d'implantation de l'article 1.7 de de l'arrêté préfectoral 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024 suscité des installations relevant des rubriques ICPE.

Article 5 : Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

L'alinéa « *l'exploitant laisse libre en toutes circonstances l'espace situé entre l'arrière des pistes et la limite de propriété* » présent à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024 susvisé est remplacé par :

« *l'exploitant dispose d'un passage d'une largeur minimale de 1,80 m pour accéder au conteneur abritant l'installation de combustion par les 2 côtés de celui-ci* ».

Article 6 : Moyen de lutte contre l'incendie

Les modifications ci-dessous sont apportées à l'article 4.4.1 Moyens de lutte contre l'incendie de l'arrêté préfectoral 2023/1008 modifié du 11 janvier 2024 suscité :

L'alinéa « *des moyens adaptés à la lutte contre l'incendie de la cuve Oléo 100* » est remplacé par « *des moyens adaptés à la lutte contre l'incendie aux 2 cuves Oléo 100* »

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 8 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ANTOINE EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Rosières-aux-Salines

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **25 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

Annexe 1 à l'arrêté 2026-0062

Schéma d'implantation



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le, **25 MARS 2026**

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ